FORVM GEOPOLITICA
Independent Commentary on a Fractured World



L'Allemagne n'a pas besoin d'armes nucléaires ; ce dont elle a besoin, c'est enfin d'entamer des négociations sur un nouvel ordre de paix européen

Le général Erich Vad veut doter l'Allemagne de l'arme nucléaire. Or ni le droit international, ni l'histoire, ni la géographie européenne — où la Russie demeure la grande puissance incontournable — ne permettent une telle fuite en avant.

Reinhard Hesse

sam. 11 juil. 2026 6 min de lecture

Je dois avouer que je n'en croyais pas mes oreilles lorsque j'ai récemment entendu le général Erich Vad — ancien conseiller en matière de politique de sécurité d'Angela Merkel, par ailleurs respecté pour son engagement public contre la poursuite

aveugle des livraisons d'armes à l'Ukraine et en faveur de l'ouverture de négociations — affirmer, lors d'une longue interview dans un podcast, que l'Allemagne avait besoin de ses propres armes nucléaires.

Ceux qui avaient longuement réfléchi à la question en avaient en effet toujours été conscients, mais il semblait désormais clair, même pour les plus réticents d'entre eux, que le « parapluie nucléaire » américain ne serait pas fiable en cas de crise — tout comme le serait, à l'avenir, celui de la France. Car, en fin de compte, aucune puissance étrangère ne serait prête à risquer son existence même à cause d'un conflit survenant ailleurs. (1)

Par conséquent, la sécurité de l'Allemagne ne peut en fin de compte être garantie que par ses propres armes nucléaires. L'Allemagne doit — pour reprendre les termes de Vad — « se doter de l'arme nucléaire ».(2)

Je pense que l'affirmation 1 est correcte.

La revendication n° 2 est une idée tout droit sortie d'une maison de fous.

L'Allemagne ne peut « se doter de l'arme nucléaire » qu'en violant simultanément plusieurs traités contraignants en vertu du droit international — des traités qui constituent le fondement juridique de l'existence de notre État au sein de la communauté internationale, y compris le plus important de tous, le Traité 2+4.

Si l'Allemagne venait à faire fi de cela (comme le fait la rhétorique de Vad de manière effrontée et désinvolte) et à prendre des mesures sérieuses pour se doter d'armes nucléaires, elle se rendrait très vite compte – et il ne faut pas beaucoup de clairvoyance pour le prévoir – à la réaction de la communauté internationale qu'il vaudrait mieux s'abstenir d'une telle ligne de conduite.

Cependant, si – contrairement aux attentes – l'Allemagne parvenait effectivement à se doter d'armes nucléaires en raison de circonstances « favorables », cela augmenterait considérablement le risque d'une catastrophe majeure pour l'humanité.

Le général Vad est le coauteur, avec Klaus von Dohnanyi, de l'ouvrage « Frieden – Wie geht das ? » (La paix – Comment ça marche ?). Cela signifie-t-il que la paix passe par la dotation de l'Allemagne en armes nucléaires ?

Dans un entretien accordé à Roger Köppel, Klaus von Dohnanyi soutient que la tragédie de l'histoire européenne réside dans le fait que la Grande-Bretagne a toujours empêché l'émergence d'une puissance hégémonique en Europe continentale [ce qui, à mon avis, est historiquement exact] et que l'Europe se

retrouve donc aujourd'hui, pour ainsi dire, sans leader (sans hégémon). À mesure que la puissance hégémonique des États-Unis en Europe s'affaiblit, ce rôle de leader revient naturellement à l'Allemagne, en tant que puissance européenne la plus forte. Si je ne me trompe pas, tel est en gros le message principal de Vad et de Dohnanyi.

À mon avis, cette description de la situation est certes correcte à première vue, mais elle ne l'est plus à y regarder de plus près, car elle néglige le fait qu'il existe déjà une grande puissance en Europe – à savoir («stupide!») la Russie.

Il va sans dire que l'Allemagne ne peut pas assumer un rôle de leader en Europe simplement parce qu'elle n'a pas le pouvoir de diriger la Russie, la grande puissance européenne.

L'Allemagne s'y est déjà essayée à deux reprises au cours du siècle dernier. À chaque fois, le résultat s'est avéré plutôt désagréable pour elle. Compte tenu des nouvelles technologies apparues depuis, une troisième tentative a de bonnes chances de se solder par une situation où, à la fin, il ne restera plus personne pour regretter de l'avoir entreprise.

Vad souhaite que l'Allemagne — la nouvelle puissance (occidentale) européenne appelée à succéder à l'hégémon américain — se « protège » contre la Russie à l'aide d'armes nucléaires. À mon avis, c'est à peu près le contraire de ce que l'Allemagne devrait faire.

Au contraire, l'Allemagne devrait accepter la proposition de la Russie, faite à l'OTAN et aux États-Unis en décembre 2021, de négocier un nouvel ordre de paix européen. En décembre 2021, Poutine a proposé à l'Occident de négocier sur la question ukrainienne et, par extension, sur la réorganisation de l'Europe. À l'époque, on lui a répondu — d'une manière aussi arrogante qu'insensée — que cela ne le regardait pas.

S'ils ne l'avaient pas fait — s'ils avaient fait preuve d'un peu de sagesse et de sens des responsabilités et s'étaient engagés dans des négociations sérieuses —, alors, selon toutes les estimations raisonnables, l'Europe aurait été épargnée par le carnage en Ukraine qui dure désormais depuis cinq ans.

Même après le début des hostilités, cela aurait encore été possible si les négociations entre l'Ukraine et la Russie — qui avaient déjà été menées avec succès à Minsk et à Istanbul jusqu'à la signature d'un accord provisoire — avaient été poursuivies. Mais les cercles au pouvoir à Washington à l'époque et leurs partisans ukrainiens en ont décidé autrement.

Ce qui avait été accompli en 1815 par le Congrès de Vienne et en 1878 par le Congrès de Berlin est à nouveau à l'ordre du jour. Le Traité 2+4 et les Accords d'Helsinki de l'OSCE de 1975 pourraient servir de base à cet effet.

Une Allemagne qui reste exempte d'armes de destruction massive devra constituer un élément indispensable de l'arrangement global. Cela restera vrai même si l'OTAN venait à cesser d'exister — une organisation dont l'un des objectifs, après tout, est de maintenir l'Allemagne sous contrôle — « pour tenir les Allemands à terre », comme l'a si bien dit Lord Ismay, le premier secrétaire général de l'OTAN.

À long terme, l'Allemagne ne pourra pas assurer sa sécurité par la possession d'armes de destruction massive, mais uniquement grâce à des relations équilibrées avec ses voisins, visant à concilier des intérêts divergents. (À cet égard, sa situation ressemble à celle d'Israël.)

Le Traité 2+4 autorise l'Allemagne à maintenir une force militaire pouvant atteindre 370 000 soldats. Actuellement, la Bundeswehr en compte nettement moins : 185 000 soldats. Selon la Loi fondamentale, la mission de cette armée est de défendre le territoire. (Malheureusement, cette disposition de la Loi fondamentale est violée depuis de nombreuses années par toutes sortes de missions à l'étranger excessives et illégales [car elles enfreignent la Loi fondamentale] — missions au cours desquelles, soit dit en passant, environ 200 soldats ont perdu la vie à ce jour.)

La structure et les capacités de la Bundeswehr devraient être réorganisées de manière à ce que toute puissance étrangère cherchant à occuper l'Allemagne (Remarque : je n'en vois actuellement aucune) doive en payer le prix le plus élevé possible.

Ce n'est pas le rôle de l'armée d'aller au-delà de cela ; c'est plutôt le rôle de la diplomatie préventive.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Allemagne Russie Bundeswehr L'OTAN